

INSTITUT AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT

ACADÉMIE DE GESTION DES FINANCES
PUBLIQUES POUR L'AFRIQUE

Série de formations des cadres
sur la gestion des finances publiques

MODÉLISATION ET PRÉVISIONS MACRO-BUDGÉTAIRES EN AFRIQUE: APPLICATION À LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

Matrice des options politiques



AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DÉVELOPPEMENT



AFRICAN DEVELOPMENT
INSTITUTE
INSTITUT AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT

AUTEURS PRINCIPAUX COORDONNATEURS :

Prof. Kevin Chika Urama, FAAS,
Économiste en chef et Vice-président par intérim, Complexe de gestion économique et des connaissances et directeur principal¹

Dr. Eric Kehinde Ogunleye,
Conseiller de l'économiste en chef et vice-président, Complexe de gouvernance économique et de gestion des connaissances et Chef de Division pi, Division de la gestion des politiques¹

AUTEURS CONTRIBUTEURS :

Dr. Seedwell Hove, Responsable en chef du développement des capacités¹
M. Attoumane Bacar Saindou, Responsable principal du développement des capacités¹

Dr. Njeri Wabiri, Responsable principale du développement des capacités¹
M. Nkoanyane Sebutsoe, Responsable supérieur du développement des capacités¹

M. Chidiebere Ibe, Responsable supérieur du développement des capacités¹
M. Daniel Yeboah-Forson, chargé du développement des capacités¹
Mme Susan Lado, jeune professionnelle¹

PAIRS EVALUATEURS :

Dr. Austin Chiumia, économiste principal, Banque de réserve du Malawi, Lilongwe, Malawi.

Prof. Sylvain Boko, directeur des programmes, Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique, Accra, Ghana.

M. Dawit Tessema, économiste principal, département de la politique macroéconomique, des prévisions et de la recherche, Banque africaine de développement.

¹ Institut africain de développement, Banque africaine de développement, Côte d'Ivoire

La matrice des options politiques doit être citée comme suit : Groupe de la Banque africaine de développement (2022) : Matrice des options politiques, modélisation et prévisions macro-budgétaires en Afrique : Application à la gestion des finances publiques. Contributions de la formation exécutive en gestion des finances publiques de la Banque africaine de développement sur la modélisation et les prévisions macro-budgétaires en Afrique : Application à la gestion des finances publiques, septembre 2022 [Urama, K.C ; Ogunleye, E.K ; Hove, S ; Saindou, A.B., Sebutsoe, N. ; Ibe, C. ; Yeboah-Forson, D. ; Wabiri, N. ; et Lado, S. P. (eds.)]. Groupe de la Banque africaine de développement, Abidjan, Côte d'Ivoire.



Table des matières

REMERCIEMENTS	5
1. INTRODUCTION	7
2. MATRICE DES OPTIONS POLITIQUES POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE MODÉLISATION ET DE PRÉVISION MACRO-BUDGÉTAIRES EN AFRIQUE	9
OPTIONS POLITIQUES À COURT TERME	9
OPTIONS POLITIQUES À MOYEN TERME	11
OPTIONS POLITIQUES À LONG TERME	12
3. ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXPÉRIENCE	14

Remerciements

Nous remercions, avec une profonde gratitude, le soutien et les sacrifices des pairs évaluateurs qui ont généreusement pris le temps d'examiner les versions précédentes du rapport et d'offrir d'excellents commentaires et suggestions. Nous remercions également tous les participants des pays membres régionaux (PMR) à la formation des cadres en gestion des finances publiques sur la modélisation et les prévisions macro-budgétaires en Afrique pour leur participation, leurs discussions et contributions très animées et passionnantes. Nous sommes reconnaissants à tous les partenaires institutionnels pour le soutien qu'ils ont apporté à l'élaboration, à la mise en œuvre et à la réalisation de la formation. Il s'agit notamment du Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA) ; le Groupe de la Banque mondiale (BM) ; les services fiscaux sud-africains ; la Banque de réserve du Malawi ; et le Centre africain pour la transformation économique (CATE).

Le rapport a bénéficié des conférences, présentations et discussions des facilitateurs de formation. Il s'agit notamment de Dr Austin Chiumia, économiste principal, Banque de réserve du Malawi, Malawi ; Dr Abebe Shimeles, directeur de recherche, Consortium africain de recherche économique ; Kenya ; Mme Wynnona Steyn, économiste, South African Revenue Service, Afrique du Sud ; Dr Seedwell Hove, responsable en chef du développement des capacités, Institut africain de développement, Banque africaine de développement ; M. Dawit Tessema, économiste principal, Politique macroéconomique, prévision et développement de la recherche, (ECMR), Groupe de la Banque africaine de développement ; M. Andrew Burns, chef de l'unité de modélisation macroéconomique, Banque mondiale, États-Unis ; Dr Roberto Tibana, directeur de la recherche, Centre africain pour la transformation économique (CATE), Ghana ; Dr Edouard Nsimba, consultant, États-Unis ; M. Konan Raphael N'guessan, consultant, Côte d'Ivoire ; Hon Mohammed Boussaid, ancien ministre des finances, Maroc ; Hon Seth Terkper, ancien ministre des finances, Ghana ; M. Jean Gaspard Ntoutoume Ayi ; consultant, Gabon.

Nous remercions également l'équipe du Groupe de la Banque africaine de développement qui a contribué à l'organisation de la formation. Il s'agit de Mme Tania Sede Adjagan, ingénieur en communication unifiée, technologie de l'information, Mme Dhoubia Dorsaf, ingénieur en communication unifiée, technologie de l'information, Mme Kamaria Badirou, assistante d'équipe, Institut africain de développement.

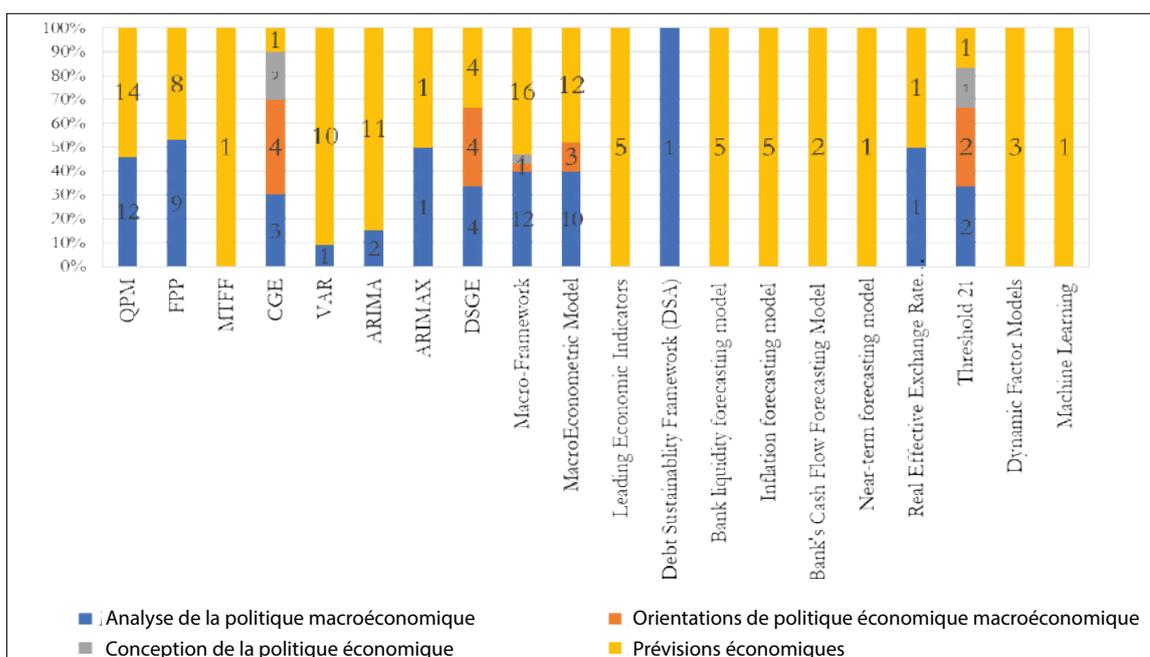


1. Introduction

De nombreux pays africains ne disposent pas de modèles macroéconomiques adéquats pour planifier, concevoir et mettre en œuvre efficacement des politiques macroéconomiques et des pratiques saines de gestion des finances publiques. Avec l'augmentation continue des incertitudes nationales et mondiales, il est de plus en plus nécessaire d'adopter des politiques macroéconomiques prudentes pour répondre à ces perturbations et créer la stabilité macroéconomique nécessaire à une croissance économique durable. À ce titre, les décideurs politiques doivent disposer d'outils appropriés leur permettant de prendre des décisions politiques en anticipant plus clairement l'impact de leurs décisions sur la croissance économique et le niveau de vie, ainsi que les implications financières et fiscales. En outre, l'interdépendance entre la gestion macroéconomique et la gestion des finances publiques fait qu'il est impératif pour les praticiens de la gestion des finances publiques (GFP) sur le continent de se tenir au courant des outils de modélisation et de prévision macro-budgétaires pertinents qui répondent de manière adéquate à leurs besoins.

Pourtant, la capacité de modélisation et de prévision macro-budgétaire en Afrique reste faible (figure 1). Une étude de référence menée par la Banque Africaine de Développement (BAD) a révélé que, bien que des progrès aient été réalisés au fil des ans dans le développement et l'utilisation de modèles macroéconomiques pour l'élaboration des politiques en Afrique, des lacunes importantes subsistent. Il s'agit notamment du manque de compétences en matière de développement et de maintenance des modèles macroéconomiques, de la faible capacité de prévision macroéconomique, de l'inadéquation et de l'incohérence des données, de l'appropriation commune des outils techniques et de l'insuffisance des dispositions institutionnelles en matière de coordination des politiques économiques. Ces faiblesses ont continué à entraver l'efficacité de la gestion macroéconomique, ce qui s'est traduit par une réponse lente et non coordonnée aux crises. En outre, les décideurs politiques de nombreux pays ont continué à s'appuyer sur des modèles externes ou sur des modèles et des outils simples qui ne rendent pas compte des réalités structurelles ou des subtilités complexes du fonctionnement de leurs économies dans un monde globalisé. Il est donc nécessaire de renforcer la capacité à développer et à utiliser des outils de modélisation et de prévision macroéconomiques appropriés, solides, fiables et cohérents pour guider la prise de décision politique, y compris la politique fiscale, la planification et l'exécution du budget.

Figure 1: Utilisation des modèles/cadres macroéconomiques en Afrique²



Source: Réponses à l'enquête de référence

² BAD (2022) Benchmarking Macroeconomic Models for Effective Policy Management in Africa (Benchmarking des modèles macroéconomiques pour une gestion efficace des politiques en Afrique).

Sous les auspices de l'Académie de gestion des finances publiques (AGFP), l'Institut africain de développement (IAD) a organisé une formation des cadres sur le thème «Modélisation et prévisions macro-budgétaires en Afrique : Application à la gestion des finances publiques» du 26 au 29 septembre 2022. Cette formation était la deuxième session de la série de formation structurée de 18 mois sur la gestion des finances publiques dispensée par le AGFP de la Banque africaine de développement sous l'égide de l'Institut africain de développement. L'objectif principal de la formation était de renforcer les capacités techniques des fonctionnaires impliqués dans la gestion générale des finances dans les pays membres régionaux (PMR) afin d'utiliser les outils de modélisation macroéconomique et fiscale pour améliorer l'efficacité et les résultats de leurs politiques, systèmes et processus de gestion des finances publiques en vue de la réalisation des objectifs et priorités stratégiques de développement de leurs pays.

La formation était structurée autour de 9 domaines thématiques. Les thèmes et les sujets de la formation des cadres ont été regroupés et séquencés pour permettre une accumulation systématique de réflexions et de connaissances et pour assurer une prestation efficace. Ces thèmes et sujets sont les suivants:

- Concepts et types de modélisation et de prévision, importance et application dans la GFP.
- Modélisation macroéconomique et prévisions budgétaires en Afrique : L'économie politique et l'état des lieux.
- Développement et application de modèles macro-économétriques pour les simulations et les projections budgétaires.
- Application de la modélisation macro-budgétaire dans les cadres budgétaires à moyen terme.
- Outils et techniques pour la planification et la gestion des projets d'investissement public.
- Prévision des recettes fiscales.
- Modélisation et prévisions macro-budgétaires intégrant le secteur des ressources naturelles.
- Analyse et prévision des dépenses publiques.
- Modèles macroéconomiques pour l'analyse de l'impact économique des politiques fiscales.

La formation comprenait également des sessions parallèles en petits groupes en fonction des caractéristiques des groupes de pays. Les groupes de pays étaient les suivants : pays à faible revenu, pays à revenu intermédiaire, pays à forte intensité de ressources et pays en transition. Ces sessions parallèles en petits groupes ont permis le partage d'expériences entre pairs et l'apprentissage de leçons par groupes de pays. Cette session a également permis d'obtenir des informations de base sur les besoins des PMR en matière de modélisation et de prévision macroéconomiques et de convenir des prochaines étapes pour le développement des capacités de modélisation et de prévision macroéconomiques et fiscales de l'Afrique.

Les sessions de formation, de questions-réponses et de partage d'expériences entre pairs ont donné lieu à des recommandations politiques utiles pour le renforcement des capacités de modélisation et de prévision macro-budgétaires. Ces recommandations sont présentées dans la matrice des options politiques (MOP) ci-dessous.

Le MOP est un tableau concis de recommandations politiques, de défis de mise en œuvre et de mesures correctives. Celles-ci ont été regroupées en politiques à court, moyen et long terme et doivent être mises en œuvre aux niveaux national, régional et continental (bilatéral et multilatéral) par les différentes parties prenantes. Bien que ces options politiques soient d'application générale, leur adoption effective devrait être contextualisée, en particulier au niveau national, en tenant compte des besoins, des capacités et du calendrier.

2. Matrice des options politiques pour le renforcement des capacités de modélisation et de prévision macro-budgétaires en Afrique

CALENDRIER INDICATIF	OPTIONS POLITIQUES NATIONALES	DÉFIS DE LA MISE EN ŒUVRE	MESURES CORRECTIVES ³
Options politiques à court terme	i. Soutenir la capacité des unités de modélisation en développement dans les ministères des finances, les banques centrales et les autorités fiscales afin d'améliorer les méthodologies de recherche, la rédaction de rapports, la visualisation des données et l'organisation de leur recherche et de la modélisation macroéconomique.	<ul style="list-style-type: none"> Les pays sont confrontés à des défis complexes et insolubles, notamment des limitations de données, une forte rotation du personnel, un manque de capacité technique pour construire, entretenir et exploiter les modèles macroéconomiques et un financement inadéquat. Une forte rotation du personnel qui laisse les unités de modélisation dans l'incapacité d'être efficaces. 	<ul style="list-style-type: none"> Aider les unités de modélisation des PMR à relever ces défis en développant les compétences requises grâce à une formation à court et moyen terme dans divers domaines de la modélisation et de la prévision macroéconomiques. Rémunérer de manière compétitive les unités de modélisation macroéconomique afin de réduire le taux élevé de rotation du personnel. Développement continu du personnel dans les unités de modélisation afin de remédier à la forte rotation du personnel et de maintenir les fonctions de modélisation.
	ii. Développer les capacités pour améliorer la production, la collecte, le traitement et le contrôle des données en soutenant les agences statistiques et les banques centrales dans la collecte et la production de données.	<ul style="list-style-type: none"> Les agences statistiques nationales peuvent ne pas disposer de ressources suffisantes pour générer les données nécessaires à la modélisation et à la prévision. Le soutien aux unités de modélisation peut être limité car elles sont parfois très impliquées dans le processus de modélisation et de prévision. 	<ul style="list-style-type: none"> Mobiliser davantage de ressources auprès des institutions multilatérales et des partenaires de développement pour renforcer les capacités de production, de collecte, de traitement et de gestion des données dans les agences statistiques. Les gouvernements s'engagent davantage en allouant plus de ressources à la production et à la gestion des données. Renforcer les cadres de coordination des données entre les unités de modélisation, les agences statistiques et les autres services gouvernementaux. Veiller à ce que les dimensions quantitatives et qualitatives des données soient prises en compte. Les instituts de statistique peuvent également obtenir des ressources financières pour soutenir leurs activités en vendant les données qu'ils produisent.
	iii. Entreprendre une formation continue du personnel. La formation en cours d'emploi par des pairs au sein des ministères des finances, de la planification, des banques centrales et des agences fiscales pourrait être un moyen efficace d'apprendre à développer des modèles robustes, des politiques fiscales et à préparer des stratégies et des projections macro-budgétaires à moyen terme.	<ul style="list-style-type: none"> Des ressources financières limitées face à des besoins concurrents dans les ministères. Forte rotation du personnel formé. 	<ul style="list-style-type: none"> Entreprendre des programmes de formation ciblés, par exemple sur l'utilisation de feuilles de calcul, de logiciels de modélisation macroéconomique, la production de rapports analytiques, la rédaction de textes influents pour les décideurs politiques et la présentation claire d'analyses et de prévisions macroéconomiques. Suivre une formation en ligne et d'autres formations spécialisées pour compléter la formation interne, approfondir les connaissances sur des sujets macroéconomiques spécifiques et apprendre comment d'autres pays entreprennent la modélisation macroéconomique et d'autres tâches macroéconomiques. Encourager l'auto-développement du personnel en liant les indemnités aux nouvelles compétences acquises et démontrées dans le cadre d'approches de modélisation améliorées. Cela pourrait contribuer à retenir le personnel formé dans les unités de recherche.

Options Politiques à Court Terme

<p>iv. Renforcer les dispositions institutionnelles, la coordination et la communication afin d'accroître les capacités de modélisation macroéconomique des différentes parties prenantes. Par exemple, les ministères des finances, les banques centrales, les autorités fiscales et les autorités douanières pourraient mettre en place des groupes de travail pour les cadres macro-budgétaires, la modélisation et les prévisions.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Une communication et un partage d'informations limités entre les différentes parties prenantes impliquées dans les questions économiques. • Mentalité de silo enracinée et résistance au changement. 	<ul style="list-style-type: none"> • Élaborer des cadres clairs, y compris des instruments législatifs, pour la collaboration et la coopération entre les départements/agences concernés dans l'élaboration et la mise en œuvre de modèles macro-budgétaires. • Les agences fiscales, les ministères des finances et les banques centrales pourraient mettre en place une plateforme pour le partage des données et l'évaluation des développements économiques, par exemple en organisant des réunions mensuelles de groupes de travail composés de membres du personnel et de gestionnaires et en chargeant les bureaux budgétaires parlementaires de coordonner ces réunions. Les bureaux parlementaires du budget devraient disposer de modélisateurs et de prévisionnistes en interne afin d'avoir une conversation engageante.
<p>v. Favoriser l'engagement auprès des organes décisionnels les plus élevés afin de les convaincre de la nécessité de s'appuyer sur des modèles macroéconomiques rigoureux et suffisamment robustes et d'orienter les politiques macroéconomiques en fonction de ces modèles.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Engagement politique et institutionnel limité dans l'orientation et le choix des politiques macroéconomiques. • La plupart des modèles sont conçus et maintenus avec le soutien de parties externes qui ne sont pas toujours disposées à passer par des processus bureaucratiques. 	<ul style="list-style-type: none"> • Instituer des cadres législatifs pour la gestion des finances publiques afin de renforcer l'orientation des ministères des finances ou des banques centrales en matière de modélisation macro-budgétaire. Ces cadres devraient prévoir des structures internes, des fonctions et des mandats clairs pour les unités de modélisation macro-budgétaire, ainsi que des cadres de coordination et de communication, y compris avec les hauts offices et les autres départements.
<p>Options politiques régionales</p>	<p>Défis de la mise en œuvre</p>	<p>Mesures correctives</p>
<p>vi. S'efforcer de développer des modèles macro-budgétaires qui tiennent compte des réalités structurelles de leurs économies.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Dépendance excessive à l'égard des experts étrangers. • Des ressources insuffisantes pour acquérir le matériel et les logiciels nécessaires à la modélisation et aux prévisions macroéconomiques. • Données ou informations insuffisantes pour saisir les réalités structurelles des économies. 	<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir les PMR au niveau régional et/ou national pour améliorer ou développer des modèles et des cadres qui tiennent compte des principales caractéristiques et réalités des économies. • Favoriser la participation locale à l'élaboration des modèles macroéconomiques afin de permettre l'intégration des réalités locales dans l'élaboration des modèles macroéconomiques.
<p>Interventions mondiales: Multilatérales et bilatérales</p>	<p>Défis de la mise en œuvre</p>	<p>Mesures correctives</p>
<p>vii. Les institutions multilatérales telles que la BAD peuvent encourager davantage les collaborations entre les pays afin de faciliter les accords d'apprentissage entre pairs pour la modélisation macro-budgétaire.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La réticence des pays à collaborer dans le cadre d'accords d'apprentissage entre pairs. • Processus bureaucratiques dans l'organisation de l'apprentissage entre pairs. 	<ul style="list-style-type: none"> • Élaborer des objectifs clairs pour l'apprentissage de pair à pair afin d'obtenir l'adhésion des pays. • Renforcer les cadres de coordination et rationaliser les modalités de travail pour l'apprentissage entre pairs. • La BAD pourrait organiser des tables rondes trimestrielles virtuelles de macro-modélisateurs afin de promouvoir et de partager les connaissances sur la modélisation macroéconomique.
<p>viii. Développer des outils de modélisation et de prévision compatibles avec l'environnement informatique et les compétences des fonctionnaires, à titre provisoire si nécessaire.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Contraintes en matière de ressources financières. • Rotation élevée du personnel de modélisation 	<ul style="list-style-type: none"> • Privilégier la simplicité lorsque la rotation du personnel de l'unité de modélisation est élevée. Par exemple, étant donné que les projections de recettes sont souvent déterminées par des paramètres économiques, alors que les dépenses sont programmées par le gouvernement pour atteindre les objectifs budgétaires, l'unité de modélisation macro-budgétaire devrait donner la priorité au développement de modules pour projeter les principales catégories de recettes, les dépenses globales cohérentes avec les objectifs à moyen terme des cadres budgétaires à moyen terme (CFMT).

Options politiques à court terme	ix. Exploiter des outils modernes et avancés pour l'analyse des données, la modélisation macroéconomique et la recherche. Par exemple, l'utilisation d'outils d'intelligence artificielle et d'apprentissage automatique peut être bénéfique.	<ul style="list-style-type: none"> Des ressources financières limitées pour acquérir de nouveaux outils numériques. Lenteur de l'adoption et faible appropriation des outils techniques par les équipes de modélisation. 	<ul style="list-style-type: none"> Intégrer les nouvelles technologies dans les systèmes d'information de gestion financière. Les systèmes d'information sur la gestion financière (IFMIS) peuvent être intégrés aux processus de gestion des finances publiques et aux processus de GFP. Par exemple, les systèmes IFMIS pourraient être intégrés aux unités de statistiques et de modélisation en créant un module permettant aux unités de statistiques et de modélisation d'accéder aux données fiscales pertinentes pour la modélisation et les prévisions macro-budgétaires.
	x. Améliorer la qualité des prévisions macroéconomiques et budgétaires.	<ul style="list-style-type: none"> Disponibilité limitée de données de qualité. Absence de mécanisme de vérification de la qualité des prévisions. 	<ul style="list-style-type: none"> Procéder à l'examen des performances des prévisions et les publier afin d'améliorer les modèles et les méthodes de prévision, d'accroître la transparence budgétaire et de renforcer la confiance du public dans les prévisions macroéconomiques et le cadre financier pluriannuel. La création d'une institution macro-fiscale indépendante ou d'un groupe de réflexion pourrait être utile pour améliorer la qualité des prévisions macroéconomiques et fiscales.
	xi. Améliorer l'engagement politique en faveur du MTFF et des objectifs budgétaires annuels. Le personnel des unités de modélisation peut se sentir impuissant en raison des interférences politiques qui vont à l'encontre d'une bonne modélisation macro-budgétaire, de prévisions et de politiques budgétaires saines.	<ul style="list-style-type: none"> Une bureaucratie et une paperasserie importantes. Cycles politiques et changements fréquents de gouvernements. 	<ul style="list-style-type: none"> Les hauts fonctionnaires des ministères des finances, des banques centrales et des agences peuvent user de leur influence en jouant un rôle consultatif, notamment en formulant des propositions visant à inverser les décisions politiques et fiscales fondées sur l'opportunisme politique. Par exemple, le ministère des finances pourrait estimer l'impact budgétaire des choix politiques populistes sur le MTFF précédemment approuvé au niveau politique et partager ses conclusions avec le ministre des finances, le parlement et même le public lorsque cela est possible.
	xii. Développer les capacités de modélisation macro-budgétaire tant pour les gouvernements nationaux/centraux que pour les niveaux infranationaux de gouvernement.	<ul style="list-style-type: none"> Ressources limitées pour couvrir les différents niveaux de gouvernement. Rôles concurrents, parmi de nombreuses autres fonctions susceptibles d'évincer les tâches de modélisation. 	<ul style="list-style-type: none"> S'efforcer de mobiliser des fonds supplémentaires pour élargir la couverture de la modélisation macro-budgétaire aux différents niveaux de gouvernement.
		Options politiques nationales	Défis de la mise en œuvre
Options Politiques à moyen terme	i. Renforcer la capacité à développer des modèles qui intègrent les questions émergentes.	<ul style="list-style-type: none"> Impossibilité d'intégrer les questions émergentes dans les exercices de modélisation en raison de la complexité des modèles ou de l'insuffisance des données. Le personnel disponible peut encore présenter des lacunes en ce qui concerne les compétences techniques requises. 	<ul style="list-style-type: none"> Les pays doivent s'efforcer de développer des modèles macro-budgétaires suffisamment souples pour intégrer dès le départ les questions émergentes. Formation continue du personnel afin de maintenir la capacité à développer des modèles qui intègrent les questions émergentes.
		Options politiques régionales	Défis de la mise en œuvre
	ii. Élaborer des modèles économiques rigoureux et suffisamment robustes pour garantir une analyse politique concise et des prévisions crédibles.	<ul style="list-style-type: none"> Le compromis entre la complexité et la traçabilité. Des modèles complexes peuvent limiter la flexibilité des modèles pour intégrer des questions émergentes 	<ul style="list-style-type: none"> Provide training in introductory, intermediate, and advanced courses in macroeconomic modelling with support from AfDB and other development partners to help develop robust models in the RMC. This should be followed by in-country technical assistance to countries to consolidate the gains.

Options politiques à long terme

Interventions mondiales: Multilatérales et bilatérales		Défis de la mise en œuvre	Mesures correctives
iii.	Favoriser une collaboration continue entre les institutions multilatérales telles que la Banque africaine de développement, la Banque mondiale et d'autres institutions financières multilatérales.	<ul style="list-style-type: none"> • Une coordination fragmentée et faible dans les interventions de développement des capacités basées sur des agendas institutionnels individuels. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les institutions multilatérales telles que la BAD pourraient également fournir un soutien technique et/ou financier pour développer/concevoir des modèles macroéconomiques pour les pays ayant une faible capacité de modélisation macroéconomique et les aider à mettre en place des unités de modélisation. • Définir des objectifs et une vision clairs pour le développement des capacités afin d'obtenir un consensus sur le développement des capacités en matière de modélisation macroéconomique.
iv.	Les pays devraient intégrer la modélisation de l'apprentissage automatique dans leurs processus budgétaires et statistiques afin de construire des modèles puissants capables de prévoir avec précision l'impact de leurs décisions en matière de dépenses.	<ul style="list-style-type: none"> • Mauvaise qualité des données • Une infrastructure inadéquate, car l'apprentissage automatique nécessite de grandes quantités de données. • Manque de ressources humaines qualifiées pour gérer et développer le contenu analytique pour l'apprentissage automatique. 	<ul style="list-style-type: none"> • Créer ou renforcer des partenariats pour la mise en œuvre de technologies d'apprentissage automatique et de modélisation. • Mobiliser des ressources pour acquérir l'infrastructure nécessaire à la modélisation de l'apprentissage automatique.
Options politiques nationales		Défis de la mise en œuvre	Mesures correctives
i.	Soutien continu pour renforcer la capacité de développement de modèles avec une forte appropriation locale.	<ul style="list-style-type: none"> • Les modèles développés ou soutenus par des organismes extérieurs sont largement tributaires de partenaires extérieurs et influencés par eux. • Faible appropriation des outils techniques par l'équipe de modélisation. 	<ul style="list-style-type: none"> • Élaborer des programmes de maîtrise et de doctorat dans les domaines liés à la modélisation et aux prévisions macroéconomiques dans les établissements universitaires locaux. • Favoriser l'implication des populations locales dans le développement de modèles macroéconomiques.
ii.	Les prévisions macro-budgétaires doivent s'appuyer sur une stratégie claire à moyen terme qui tient compte des incertitudes liées à l'évolution des entreprises, aux changements dans les modèles de consommation et de production, aux échanges commerciaux et à d'autres variables qui ont un impact significatif sur les questions économiques modélisées.	<ul style="list-style-type: none"> • Difficultés de mise en œuvre des cadres de recettes et de dépenses à moyen terme, telles que des projections macro-budgétaires peu fiables, l'absence de stratégie budgétaire crédible à moyen terme, l'absence d'un processus budgétaire annuel crédible, l'absence d'un processus budgétaire complet et unifié, l'insuffisance des données et le manque de clarté des dispositions institutionnelles relatives aux prévisions macro-budgétaires et à l'établissement du budget annuel. 	<ul style="list-style-type: none"> • Aider les unités de modélisation des pays membres régionaux à développer des outils de modélisation macroéconomique avancés pour soutenir les stratégies à moyen terme telles que les cadres budgétaires à moyen terme et les stratégies de recettes à moyen terme.
Options politiques régionales		Défis de la mise en œuvre	Mesures correctives
iii.	Renforcer la coordination et harmoniser les normes de modélisation entre les pays. L'harmonisation des normes de modélisation pourrait apporter l'adhésion et le soutien nécessaires à l'élaboration de modèles macroéconomiques «sur mesure» pour l'ensemble de l'Afrique.	<ul style="list-style-type: none"> • Lenteur des progrès et réticence de certains pays à coopérer. • Différences de priorités politiques entre les pays. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les institutions multilatérales de développement telles que la BAD pourraient utiliser leur pouvoir de rassemblement pour renforcer la coordination entre les pays et les différents blocs économiques régionaux en matière de modélisation et de prévision macroéconomiques afin de parvenir à des approches plus systématiques de la modélisation et de la prévision macroéconomiques. • Forte pression en faveur d'une harmonisation rapide des normes de modélisation macroéconomique dans les PMR.

	<p>iv. Développer des communautés de pratique régionales ou des centres techniques de modélisation afin de créer des incitations et des possibilités de synergies en matière de modélisation macroéconomique.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Problèmes de coordination lors de la création de la communauté de pratique ou de la plaque tournante. • Il peut être difficile d'obtenir un soutien financier durable pour ces centres. 	<ul style="list-style-type: none"> • Élaborer des dispositions solides et institutionnelles pour les communautés de pratique. • Mettre en place des incitations pour que les PMR s'approprient les communautés de pratiques et s'y engagent. Cela permettra aux ressources de circuler, car les ressources suivent généralement l'engagement.
	<p>Interventions mondiales: Multilatérales et bilatérales</p>	<p>Défis de la mise en œuvre</p>	<p>Mesures correctives</p>
	<p>v. Renforcer les partenariats et les cadres de coordination pour le renforcement des capacités en matière de modélisation macroéconomique entre les institutions régionales et multilatérales afin de parvenir à une approche plus systématique de la modélisation et des prévisions macroéconomiques.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Des priorités différentes selon les institutions régionales et mondiales. • Difficultés à rassembler tout le monde et à obtenir un consensus. 	<ul style="list-style-type: none"> • La BAD pourrait utiliser son pouvoir de convocation et son influence pour réunir les différentes parties prenantes institutionnelles, par exemple par le biais d'un dispositif similaire à l'Académie de gestion des finances publiques pour l'Afrique (PFMA). • Aligner les buts et les objectifs sur le développement des capacités en matière de modélisation macroéconomique.
	<p>vi. Développer des partenariats avec des universités pour des formations à long terme telles que des masters et des doctorats dans des domaines liés à la modélisation et aux prévisions macroéconomiques.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Des engagements importants et à long terme sont nécessaires. • Défis en matière de financement durable pour ces programmes à long terme. 	<ul style="list-style-type: none"> • Élaborer des plans à long terme clairs pour le développement des capacités à long terme. • Mobiliser davantage de ressources pour le développement à long terme des capacités en matière de modélisation macroéconomique.

3. Enseignements tirés

Voici quelques-uns des principaux enseignements tirés de cette formation qui seront utiles aux décideurs politiques :

- i. Les différences de capacités, les caractéristiques propres à chaque pays, la taille des équipes et la disponibilité des données ont façonné les expériences des pays africains en matière de modélisation et de prévisions macro-budgétaires.
- ii. La production et l'amélioration des données fiables permettront aux pays de développer des modèles macroéconomiques robustes, cohérents, fiables et utiles en Afrique.
- iii. Des modèles macroéconomiques simples, transparents et flexibles valent mieux que des modèles complexes et obscurs.
- iv. Éviter d'utiliser des outils de modélisation macroéconomique génériques qui ne sont pas adaptés aux besoins spécifiques du ministère, du département ou de l'agence. Les modèles sont utiles s'ils répondent aux questions politiques pour lesquelles ils ont été conçus.
- v. Les partenariats et les collaborations entre partenaires sont essentiels pour optimiser les ressources et éviter les doubles emplois.
- vi. L'engagement politique est essentiel pour obtenir l'adhésion et le soutien financier externe des institutions multilatérales de développement et des partenaires de développement afin de renforcer la capacité de modélisation macro-budgétaire.
- vii. Le manque de coordination entrave la modélisation et les prévisions macroéconomiques, la cohérence des politiques et leur mise en œuvre.
- viii. Il est essentiel de tenir compte de l'influence politique sur les prévisions économiques pour améliorer l'efficacité de l'utilisation des modèles et des projections macroéconomiques.
- ix. L'implication du corps législatif dans le processus de prévision macro-budgétaire permet de gérer la communication de la modélisation, des résultats des prévisions et des changements dans les projections.
- x. La capacité de modélisation nécessite du temps, des ressources et un engagement pour atteindre le niveau d'information, d'influence et d'inspiration des décideurs politiques.



AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DEVELOPPEMENT

